Rapport financier semestriel

Au 30 juin 2020

Rexel

un monde d'énergie

Société anonyme
au capital social de 1 522 125 530 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2020

I. Rapport d'activité 2

II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés 23

III. Rapport des commissaires aux comptes 46

IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel 49

I. Rapport d’activité

(Données non auditées)

SOMMAIRE

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE ET PERSPECTIVES 4

1.1 | SITUATION FINANCIERE DU GROUPE 4

1.1.1 | Présentation générale du Groupe 4

1.1.2 | Evènements significatifs 4

1.1.3 | Saisonnalité 5

1.1.4 | Effets liés au variation du prix du cuivre 5

1.1.5 | Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté 6

1.2 | COMPARAISON DES RESULTATS AU 30 JUIN 2020 ET AU 30 JUIN 2019 8

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel 8

1.2.2 | Europe (55% du chiffre d'affaires du Groupe) 11

1.2.3 | Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe) 14

1.2.4 | Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) 16

1.2.5 | Autres activités 18

1.3 | PERSPECTIVES 18

1.4 | FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES 18

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX 19

2.1 | FLUX DE TRESORERIE 19

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles 19

2.1.2 | Trésorerie nette provenant des activités d'investissement 20

2.1.3 | Trésorerie nette provenant des activités de financement 21

2.2 | SOURCES DE FINANCEMENT 22

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE ET PERSPECTIVES

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles, en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier semestre 2020, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 045,6 millions d'euros, dont 3 331,3 millions d'euros en Europe (soit 55% du chiffre d'affaires), 2 182,8 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 36% du chiffre d'affaires) et 531,5 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 9% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (55% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 35% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), au Royaume-Uni, en Allemagne, en Suède, en Suisse, en Belgique, en Autriche, aux Pays-Bas, en Norvège, en Finlande, en Espagne, en Irlande, en Italie, en Slovénie, au Portugal, en Russie et au Luxembourg.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 79% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 21%.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Chine, en Nouvelle-Zélande, en Inde et au Moyen-Orient. L'Australie représente 44% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 42%.

Dans le présent rapport, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2 | Evènements significatifs – Impact Covid-19

Dans le cadre de la crise sanitaire de Covid-19, les autorités locales des pays ou régions dans lesquels Rexel exerce son activité ont imposé des mesures de confinement et de quarantaine. A compter de mars 2020, le Groupe a dû faire face à une chute soudaine de la demande en équipements électriques. Les ventes à nombre de jours constant ont diminué de 17,7% au deuxième trimestre 2020 et de 10,6% au premier semestre 2020 par rapport aux mêmes périodes en 2019. En conséquence de la baisse du volume des ventes, le résultat opérationnel a diminué, passant de 313,0 millions d'euros au premier semestre 2019 à 185,7 millions d'euros au premier semestre 2020.

En réponse à cette situation inédite, le Groupe a mis en place des plans d'action comprenant des mesures sanitaires, la préservation de la trésorerie et des mesures temporaires de réduction de coûts telles que le chômage partiel. La disponibilité des produits électriques étant considérée essentielle par les autorités dans la plupart des pays où des mesures de confinement ont été déployées, Rexel a organisé la continuité de ses activités et a maintenu la majeure partie des centres logistiques et des agences ouverts, bien qu'à capacité réduite.

Dans ce contexte, certains gouvernements ont adopté des mesures d'aide aux entreprises en réponse à la pandémie du coronavirus. Parmi ces mesures, Rexel a bénéficié de subventions directes pour compenser le coût du chômage partiel de ses salariés pour un montant de 27,2 millions d'euros reconnu au compte de résultat, en charges de personnel.

Les pertes attendues sur créances ont été réévaluées à la hausse, augmentant de 12,3 millions d'euros la provision pour clients douteux par rapport au premier semestre 2019.

De plus, le Groupe a identifié certains indicateurs nécessitant de mettre en œuvre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie portant un goodwill. En conséquence, une charge de dépréciation de 486,0 millions d'euros a été constatée au compte de résultat pour le semestre clos le 30 juin 2020, principalement allouée aux unités génératrices de trésorerie suivantes : le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne. En cohérence avec la comptabilisation de la charge de dépréciation du goodwill, le Groupe a également testé le montant recouvrable des actifs d'impôts différés. Ainsi, les actifs d'impôts différés ont été dépréciés de 33,8 millions d'euros au 30 juin 2020, conséquence de futurs profits taxables lointains.

Afin de sécuriser sa position de trésorerie en raison de l'incertitude liée à la crise sanitaire de Covid-19, le Groupe a partiellement tiré un montant de 550 millions d'euros sur sa ligne de crédit syndiqué de 850 millions d'euros le 25 mars 2020. Le 24 juin 2020, ces tirages ont fait l'objet d'un remboursement intégral, conséquence d'un flux net de trésorerie disponible avant intérêts et impôts de 176,8 millions d'euros au titre du premier semestre 2020 ainsi que du flux de trésorerie de 145,6 millions d'euros dégagé par la cession des activités de Gexpro Services.

Enfin, suivant la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 25 juin 2020, a décidé d'annuler la distribution de dividende au titre de l'exercice fiscal 2019 afin de renforcer la position de liquidité de Rexel dans le contexte actuel.

Au 30 juin 2020, le montant des liquidités de Rexel s'élève à 1 272,6 millions d'euros, et a été jugé suffisant par la Direction pour faire face à tout montant exigible au cours des douze prochains mois et au-delà.

1.1.3 | Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, l'EBITA et les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

1.1.4 | Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 15% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- L'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires ;

- L'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. De surcroît, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.5| Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.4 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- En données comparables et à nombre de jours réel, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;

- En données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et

- En données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 Juin	
	2020	2019
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	**185,7**	**313,0**
Effets de périmètre	-	(7,8)
Effets de change	-	2,5
Effet non récurrent lié au cuivre	6,9	(0,3)
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	6,6	7,1
EBITA Ajusté en données comparables	**199,3**	**314,5**

1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau suivant présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2020 et 2019, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

	Semestre clos le 30 Juin 2020		Semestre clos le 30 Juin 2019		Δ %	
	Publié	**Ajusté de l'effet cuivre**	**Publié**	**Comparable et ajusté de l'effet cuivre**	Publié	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	⑤ = ③+ ④	⑥	①/⑤	②/⑥
Chiffre d'affaires	**6 045,6**	**6 045,6**	**6 799,5**	**6 749,7**	**-11,1%**	**-10,4%**
Variation à nombre de jours constant						*-10,6%*
Marge brute	1 479,6	1 486,7	1 699,1	1 684,2	-12,9%	-11,7%
en % du chiffre d'affaires	*24,5%*	*24,6%*	*25,0%*	*25,0%*		
Frais administratifs et commerciaux	(1 145,8)	(1 145,9)	(1 240,2)	(1 231,2)	-7,6%	-6,9%
Amortissements	(141,5)	(141,5)	(138,7)	(138,5)	2,0%	2,2%
Frais administratifs et commerciaux [1]	(1 287,3)	(1 287,4)	(1 379,0)	(1 369,7)	-6,7%	-6,0%
en % du chiffre d'affaires	*(21,3)%*	*(21,3)%*	*(20,3)%*	*(20,3)%*		
EBITA	**192,3**	**199,3**	**320,1**	**314,5**	**-39,9%**	**-36,6%**
en % du chiffre d'affaires	***3,2%***	***3,3%***	***4,7%***	***4,7%***		
Amortissement des actifs incorporels [2]	(6,6)	-	(7,1)	-	(6,4)%	-
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	**185,7**	-	**313,0**	-	**(40,7)%**	-
Autres produits et charges	(482,5)	-	(22,8)	-	2017,4%	-
Résultat opérationnel	**(296,8)**	-	**290,2**	-	**n.a.**	-
Frais financiers	(63,1)	-	(94,3)	-	(33,1)%	-
Résultat avant impôt	**(360,0)**	-	**195,9**	-	**n.a.**	-
Impôts sur le résultat	(79,9)	-	(32,6)	-	144,7%	-
Résultat net	**(439,8)**	-	**163,3**	-	**n.a.**	-
Taux d'impôt effectif	*n.a.*	-	*16,7%*	-	-	-

(1) Dont dépréciation et amortissements

(2) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions

Chiffre d'affaires

<u>Au premier semestre 2020</u>, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 045,6 millions d'euros, contre 6 799,5 millions d'euros au premier semestre 2019.

<u>En données publiées</u>, le chiffre d'affaires a baissé de 11,1% par rapport à 2019, sous l'effet favorable de l'évolution des taux de change pour 0,5 point de pourcentage et par l'effet net négatif des variations de périmètre pour 1,3 point de pourcentage.

- L'effet favorable de l'évolution des taux de change s'est élevé à 35,8 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar américain contre l'euro.

- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 85,5 millions d'euros et résulte de la cession des activités de Gexpro Services (distribution de composants aux fabricants d'équipements d'origine) aux Etats-Unis et de l'activité export en Espagne.

- En donnée<u>s comparables et à nombre de jours constant</u>, les ventes ont baissé de 10,6% incluant un effet négatif du prix des câbles à base de cuivre de 0,5 point de pourcentage. Par zone géographique, l'Amérique du Nord a baissé de 14,1%, l'Europe a diminué de 9,1% et l'Asie-Pacifique a diminué de 4,2%.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a régressé de 10,4%, incluant un effet calendaire favorable de 0,2 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires :

	T1	T2	Semestre clos le 30 Juin 2020
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	(3,3)%	(17,7)%	(10,6)%
Effet du nombre de jours	0,3%	-	0,2%
Croissance en données comparables et à nombre de jours réels	***(3,0)%***	***(17,7)%***	***(10,4)%***
Effet de périmètre	(0,6)%	(1,9)%	(1,3)%
Effet de change	0,9%	0,2%	0,5%
Total des effets périmètre et change	***0,3%***	***(1,7)%***	***(0,7)%***
Croissance en données publiées [1]	**(2,7)%**	**(19,1)%**	**(11,1)%**

[1] Croissance en données comparables et à nombre de jours réels composés avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier semestre 2020, la marge brute s'est établie à 1 479,6 millions d'euros, en baisse de 12,9% par rapport aux 1 699,1 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 11,7% et le taux de marge brute a baissé de 36 points de base à 24,6% du chiffre d'affaires.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2020, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 287,3 millions d'euros, en baisse de 6,7% par rapport aux 1 379,0 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 6,0% au premier semestre 2020 reflétant les actions mises en place pour compenser l'impact de la baisse du chiffre d'affaires liée au Covid-19.

EBITA

Au premier semestre 2020, l'EBITA s'est élevé à 192,3 millions d'euros contre 320,1 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 39,9% en données publiées. Cette diminution comprend un effet favorable des taux de change de 2,5 millions d'euros et un effet négatif des variations de périmètre de 7,8 millions d'euros.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 36,6% pour s'établir à 199,3 millions d'euros et la marge d'EBITA se situe à 3,3% du chiffre d'affaires, en baisse de 136 points de base par rapport à l'année précédente.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2020, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 482,5 millions d'euros, comprenant principalement :

- 486,0 millions d'euros de dépréciation de goodwill, dont 162,4 millions alloués au Royaume-Uni, 108,2 millions d'euros aux États-Unis, 75,2 millions d'euros au Canada, 74,6 millions d'euros à l'Allemagne, 40,5 millions d'euros à l'Australie, 17,5 millions d'euros à la Norvège, en raison de la chute soudaine des ventes liées aux mesures de confinement dans le cadre de la crise sanitaire du covid-19.

- 6,0 millions d'euros de gains sur les cessions liées à l'activité de Gexpro Services aux États-Unis et à l'activité d'export en Espagne.

Au premier semestre 2019, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 22,8 millions d'euros, comprenant principalement :

- 13,5 millions d'euros de coûts de restructuration liés à la fermeture d'un centre de distribution au Royaume-Uni et la dernière phase du plan de restructuration en Allemagne ;

- 9,3 millions d'euros de dépréciation des immobilisations incorporelles restantes en Finlande, en raison d'une performance opérationnelle inférieure aux prévisions budgétaires.

Résultat financier

Les charges financières nettes se sont établies à 63,1 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse par rapport aux 94,3 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019. Si l'on exclut une charge non récurrente de 20,8 millions d'euros au premier semestre 2019 lié au coût du remboursement anticipé de 650 millions d'euros d'obligations à échéance 2023, le résultat financier net a diminué, traduisant une baisse du taux d'intérêt effectif à 2,4 % (2,8 % en 2019).

Impôt

Au premier semestre 2020, la charge d'impôt s'est élevée à 79,9 millions d'euros, en augmentation par rapport aux 32,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019, malgré une perte avant impôts s'élevant à 360 millions d'euros. Au premier semestre 2020, la charge d'impôt comprend l'effet non déductible des dépréciations de goodwill pour 133,8 millions d'euros ainsi qu'un impact défavorable de la décomptabilisation d'impôts différés de 38,5 millions d'euros principalement liée aux reports déficitaires au Royaume-Uni et en Allemagne, du fait de l'incertitude de leur recouvrabilité.

Résultat net

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net s'établit à -439,8 millions d'euros au premier semestre 2020, par rapport aux 163,3 millions d'euros au premier semestre 2019.

Ajusté des éléments non récurrents, le résultat net s'établit à 82,5 millions d'euros au premier semestre 2020, par rapport aux 167,4 millions d'euros au premier semestre 2019.

1.2.2| Europe (55% du chiffre d'affaires du Groupe)

	Semestre clos le 30 Juin 2020		Semestre clos le 30 Juin 2019		Δ %	
	Publié	**Ajusté de l'effet cuivre**	**Publié**	**Comparable et ajusté de l'effet cuivre**	Publié	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	①/③	②/④
Chiffre d'affaires	**3 331,3**	**3 331,3**	**3 644,9**	**3 640,5**	**(8,6)%**	**(8,5)%**
Variation à nombre de jours constant						*(9,1)%*
Marge brute	886,4	893,2	999,9	998,0	(11,3)%	(10,5)%
en % du chiffre d'affaires	*26,6%*	*26,8%*	*27,4%*	*27,4%*		
Frais administratifs et commerciaux	(679,9)	(680,0)	(704,1)	(703,2)	(3,4)%	(3,3)%
Amortissements	(78,8)	(78,8)	(77,5)	(77,5)	1,6%	1,6%
Frais administratifs et commerciaux	(758,6)	(758,8)	(781,7)	(780,7)	(3,0)%	(2,8)%
en % du chiffre d'affaires	*(22,8)%*	*(22,8)%*	*(21,4)%*	*(21,4)%*		
EBITA	**127,8**	**134,4**	**218,2**	**217,2**	**(41,4)%**	**(38,1)%**
en % du chiffre d'affaires	*3,8%*	*4,0%*	*6,0%*	*6,0%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 331,3 millions d'euros contre 3 644,9 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 8,6% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une diminution de 0,8 million d'euros, principalement due à la dépréciation de la couronne norvégienne et de la couronne suédoise partiellement compensée par l'appréciation du franc suisse par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en baisse de 9,1% par rapport au premier semestre 2019, incluant un impact négatif de 0,5 point de pourcentage lié à la baisse du prix du cuivre.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires diminue de 8,5%, affecté par un effet calendaire défavorable de 0,6 point de pourcentage.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 181,4 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 15,6 % par rapport au premier semestre 2019 en données constantes et à jours constant. Cette baisse reflète une bonne performance au premier trimestre 2020 soutenue par une forte demande sur les marchés commerciaux (grands projets), résidentiels (proximité) et spécialisés (CVC "chauffage, ventilation et climatisation"), liés à des gains de parts de marché. Au deuxième trimestre, les ventes ont chuté en raison des mesures de confinement de la pandémie de Covid-19, partiellement compensées par la dynamique de la digitalisation. De mi-avril à fin juin, la reprise s'est poursuivie grâce à l'assouplissement des mesures de confinement et à la résistance des marchés résidentiel et industriel.

Au **Royaume-Un**i, les ventes se sont élevées à 297,1 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 21,9 % par rapport au premier semestre 2019 en données constantes et à jour constant, ou -0,9 % après retraitement des 11 fermetures/fusions d'agences au quatrième trimestre 2019, principalement en raison du confinement mondial qui a sévèrement affecté l'activité au deuxième trimestre, avec un fort impact en avril, et toujours défavorable par rapport à l'année dernière dans un contexte de détérioration du marché.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 332,9 millions d'euros au premier semestre 2020, en augmentation de 3,8% par rapport au premier semestre 2019, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant de bonnes performances dans les secteurs résidentiel et commercial, bénéficiant d'une nouvelle organisation des ventes et d'une amélioration des services. Le ralentissement a été limité sur le segment industriel (notamment l'automobile et les produits chimiques) en raison de la baisse de la demande.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 486,7 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une hausse de 5,4% par rapport au premier semestre 2019, en données comparables et à nombre de jours constant, avec une dynamique positive en Suède, en hausse de 2,1% reflétant un léger ralentissement des affaires dû à des mesures sanitaires flexibles lors de la crise pandémique du Covid-19 après un premier trimestre tiré par les marchés des infrastructures et celui des moyens installateurs.. Les ventes en Norvège ont augmenté de 7,7%, grâce à la croissance du secteur des services publics et à la forte demande de câbles, malgré le ralentissement du segment industriel. Les ventes en Finlande ont augmenté de 11,8%, soutenues par l'absence de mesures de lutte contre la pandémie de Covid-19, combinée à une bonne dynamique dans tous les marchés, à l'exception du marché industriel.

Aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 170,6 millions d'euros au premier semestre 2020, ce qui correspond à une augmentation de 4,0% par rapport au premier semestre 2019, en données comparables et à nombre de jours constant. Cette hausse est largement due au bon développement précédant la crise sanitaire pour la plupart des typologies de clients et de produits (notamment les équipements photovoltaïques) et à la résilience des ventes dans un contexte de mesures sanitaires limitées. En **Belgique**, les ventes se sont élevées à 208,5 millions d'euros, soit une baisse de 6,8% par rapport au premier semestre 2019. Après une évolution positive jusqu'à l'épidémie du Covid, soutenue par la croissance du marché résidentiel, les ventes ont atteint un point bas en avril en raison du confinement. La reprise a débuté en mai et s'est poursuivie jusqu'à la fin du trimestre.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 240,0 millions d'euros et 173,7 millions d'euros respectivement au premier semestre 2020. En données comparables et à nombre de jours constant, la Suisse a enregistré une performance de -3,2% par rapport au premier semestre 2019, reflétant une résilience globale de l'activité, fortement digitalisée, malgré le confinement dans la partie ouest du pays et le ralentissement général du marché. En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes de l'Autriche ont baissé de 2,2% par rapport au premier semestre 2019, tous les marchés ayant été touchés par l'épidémie depuis la mi-mars et jusqu'à la fin avril, particulièrement le marché industriel. L'activité avec les installateurs est résiliente et les ventes reviennent au niveau d'avant la crise.

Marge brute

Au premier semestre 2020, en Europe, la marge brute s'est établie à 886,4 millions d'euros contre 999,9 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 11,3%, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 10,5% et le taux de marge brute a diminué de 60 points de base pour s'établir à 26,8% du chiffre d'affaires, principalement dû à la baisse du poids des ventes en France, dont la marge brute est supérieure à la moyenne, et l'augmentation du poids des ventes en Allemagne, dont la marge brute est inférieure à la moyenne, ainsi qu'un mix clients défavorable en Scandinavie.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2020, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 758,6 millions d'euros contre 781,7 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 3,0%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 2,8% au premier semestre 2020, représentant 22,8% des ventes, soit une détérioration de 133 points de base par rapport au premier semestre 2019, reflétant une réduction temporaire des charges opérationnelles due notamment aux mesures gouvernementales.

EBITA

Au premier semestre 2020, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 127,8 millions d'euros contre 218,2 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 41,4% par rapport à l'année précédente en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 38,1% par rapport au premier semestre 2019 et la marge d'EBITA a baissé de 193 points de base pour s'établir à 4,0% du chiffre d'affaires.

1.2.3| Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe)

	Semestre clos le 30 Juin 2020		Semestre clos le 30 Juin 2019		Δ %	
	Publié	**Ajusté de l'effet cuivre**	**Publié**	**Comparable et ajusté de l'effet cuivre**	Publié	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	①/③	②/④
Chiffre d'affaires	**2 182,8**	**2 182,8**	**2 583,7**	**2 554,7**	**(15,5)%**	**(14,6)%**
Variation à nombre de jours constant						*(14,1)%*
Marge brute	500,0	500,3	594,6	585,2	(15,9)%	(14,5)%
en % du chiffre d'affaires	*22,9%*	*22,9%*	*23,0%*	*22,9%*		
Frais administratifs et commerciaux	(389,2)	(389,2)	(449,3)	(443,9)	(13,4)%	(12,3)%
Amortissements	(41,2)	(41,2)	(40,5)	(40,8)	1,8%	1,0%
Frais administratifs et commerciaux	(430,4)	(430,4)	(489,7)	(484,7)	(12,1)%	(11,2)%
en % du chiffre d'affaires	*(19,7)%*	*(19,7)%*	*(19,0)%*	*(19,0)%*		
EBITA	**69,6**	**69,9**	**104,8**	**100,5**	**(33,6)%**	**(30,5)%**
en % du chiffre d'affaires	*3,2%*	*3,2%*	*4,1%*	*3,9%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 182,8 millions d'euros contre 2 583,7 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une augmentation de 15,5% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 52,9 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a baissé de 14,1% par rapport au premier semestre 2019.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 717,4 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 14,8% par rapport au premier semestre 2019. Au premier trimestre, les ventes ont reculé de 6,3%, principalement en raison de la baisse de la demande industrielle, ainsi que des premiers signes de ralentissement économique liés à la crise du Covid-19. Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires a baissé de 22,8%, principalement lié à une forte détérioration des trois marchés finaux, sévèrement impactés par la crise sanitaire, principalement dans les régions Midwest, Southeast, le Golfe (impact pétrole et gaz) et Northeast ainsi que dans les métiers de spécialité en difficulté dans un contexte de détérioration du marché et défavorable par rapport à l'année dernière.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 465,4 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 11,8% par rapport au premier semestre 2019, avec malgré tout une bonne dynamique au premier trimestre (+1,1%). Au deuxième trimestre, les ventes ont baissé de 23,6% en raison des effets de la crise du covid-19, avec une détérioration du segment industriel principalement auprès des fabricants de composants d'origine, et une baisse du segment commercial sur toutes les catégories de clients. Les ventes se sont redressées depuis la mi-mai, tirées par la partie ouest du pays, notamment aidées par une activité dans l'industrie pétrolière et gazière plus positive.

Marge brute

Au premier semestre 2020, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 500,0 millions d'euros contre 594,6 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de 15,9% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute ajustée a diminué de 14,5% et le taux de marge brute ajustée est resté stable par rapport à l'année dernière, à hauteur de 22,9% du chiffre d'affaires, principalement en raison d'une marge brute plus élevée aux États-Unis avec des initiatives de tarification ayant porté leurs fruits, malgré des ventes directes plus élevées au Canada mais avec une moindre marge.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2020, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 430,4 millions d'euros contre 489,7 millions d'euros au premier semestre 2019, en diminution de 12,1% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 11,2% au premier semestre 2020, représentant 19,7% du chiffre d'affaires, soit une diminution de 75 points de base par rapport au 19,0% du premier semestre 2019, principalement dû à des initiatives de diminution temporaire des coûts, en particulier sur les charges de personnel dans les deux pays.

EBITA

Au premier semestre 2020, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 69,6 millions d'euros contre 104,8 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de 33,6% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 30,5% par rapport au premier semestre 2019 et la marge d'EBITA a baissé de 73 points de base pour s'établir à 3,2% du chiffre d'affaires.

1.2.4| Asie-Pacifique (9% du chiffre d'affaires du Groupe)

	Semestre clos le 30 Juin 2020		Semestre clos le 30 Juin 2019		Δ %	
	Publié	**Ajusté de l'effet cuivre**	**Publié**	**Comparable et ajusté de l'effet cuivre**	Publié	Comparable et ajusté de l'effet cuivre
	①	②	③	④	①/③	②/④
Chiffre d'affaires	**531,5**	**531,5**	**570,9**	**554,5**	**(6,9)%**	**(4,1)%**
Variation à nombre de jours constant						*(4,2)%*
Marge brute	93,2	93,2	104,6	101,0	(10,9)%	(7,8)%
en % du chiffre d'affaires	*17,5%*	*17,5%*	*18,3%*	*18,2%*		
Frais administratifs et commerciaux	(76,0)	(76,0)	(81,2)	(78,5)	(6,3)%	(3,1)%
Amortissements	(12,7)	(12,7)	(13,5)	(13,0)	(6,0)%	(2,0)%
Frais administratifs et commerciaux	(88,7)	(88,7)	(94,7)	(91,5)	(6,3)%	(3,0)%
en % du chiffre d'affaires	*(16,7)%*	*(16,7)%*	*(16,6)%*	*(16,5)%*		
EBITA	**4,4**	**4,4**	**9,9**	**9,6**	**(55,5)%**	**(53,8)%**
en % du chiffre d'affaires	*0,8%*	*0,8%*	*1,7%*	*1,7%*		

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2020, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 531,5 millions d'euros contre 570,9 millions d'euros au premier semestre 2019, en baisse de 6,9% en données publiées.

L'effet défavorable de l'évolution des taux de change a représenté 16,4 millions d'euros, principalement dû à la dépréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 4,2% par rapport au premier semestre 2019.

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 232,8 millions d'euros, soit une hausse de 0,7% par rapport au premier semestre 2019. Au premier trimestre, les ventes ont augmenté de 2,5%, principalement en raison de la surperformance des activités liées à la construction. Au deuxième trimestre, les ventes étaient en baisse de 0,9%, légèrement impactées par la crise du covid-19, alors que le marché industriel souffrait en raison d'un effet de base défavorable lié à un projet en 2019.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 222,5 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 3,6% par rapport au premier semestre 2019. Le pays a été frappé plus tôt par la crise sanitaire, ce qui a fortement impacté le chiffre d'affaires du premier trimestre. Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre montre quant à lui une augmentation de 13,9% à nombre de jours constant, grâce à une forte reprise notamment chez les intégrateurs et équipementiers industriels, dans le secteur des systèmes d'intégration et à une accélération des projets.

De plus, les performances de la région Asie-Pacifique ont été impactées par un confinement total de la Nouvelle-Zélande et de l'Inde, les deux pays sont désormais en phase de reprise.

Marge brute

Au premier semestre 2020, en Asie-Pacifique, la marge brute a diminué de 10,9% à 93,2 millions d'euros contre 104,6 millions d'euros au premier semestre 2019, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 7,8% et le taux de marge brute s'est établi à 17,5% en diminution de 69 points de base par rapport au premier semestre 2019, principalement impactée par une plus faible marge commerciale en Chine, en raison du poids plus important des ventes avec les intégrateurs et équipementiers industriels, dont les marges sont moindres.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2020, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 88,7 millions d'euros, en baisse de 6,3% par rapport au premier semestre 2019 où ils s'élevaient à 94,7 millions d'euros, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont baissé de 3,0% par rapport au premier semestre 2019, représentant 16,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2020, soit une détérioration de 20 points de base par rapport au premier semestre 2019 reflétant une adaptation des coûts associée à des subventions gouvernementales temporaires.

EBITA

Au premier semestre 2020, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 4,4 millions d'euros, contre 9,9 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de 55,5% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 53,8% par rapport au premier semestre 2019 et la marge d'EBITA a baissé de 89 points de base pour s'établir à 0,8% du chiffre d'affaires.

1.2.5| Autres activités

	Semestre clos le 30 Juin 2020	Semestre clos le 30 Juin 2019	Δ %
	Publié	**Publié**	Publié
Chiffre d'affaires	**-**	**-**	**-**
Marge brute	**-**	0,0	-
Frais administratifs et commerciaux	(0,7)	(5,7)	(87,9)%
Amortissements	(8,8)	(7,2)	22,3%
Frais administratifs et commerciaux	(9,5)	(12,9)	(26,1)%
EBITA	**(9,5)**	**(12,9)**	**26,3%**

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués aux opérations. Au premier semestre 2020, l'EBITA négatif s'est établi à 9,5 millions d'euros, par rapport aux 12,9 millions d'euros au premier semestre 2019, principalement en raison d'une baisse des frais généraux.

1.3 | Perspectives

L'ensemble des investissements réalisés au cours des trois dernières années en ressources humaines, stocks, ouvertures d'agences, informatique et digital ont démontré leur pertinence et ont contribué à faire de Rexel une entreprise bien plus robuste, capable de naviguer dans la tourmente actuelle sans remettre en question ses ambitions à moyen-terme.

L'environnement actuel reste volatile et la visibilité sur le second semestre 2020 et l'année 2021 reste faible, compte tenu notamment du risque croissant d'une seconde vague de pandémie de Covid-19 dans plusieurs pays. L'incertitude, tant sur la forme de la reprise que sur le délai de la reprise, amène Rexel à maintenir la suspension de ses objectifs financiers pour l'année.

Rexel a démontré sa capacité à adapter son organisation à l'échelle locale, capitalisant sur les investissements réalisés au cours des trois dernières années. Rexel continuera de se concentrer sur ses fondamentaux afin de protéger sa profitabilité et sa génération de trésorerie.

Dans cet environnement, Rexel gérera désormais son activité à partir d'indicateurs internes de performance et d'objectifs sur un horizon de 6 mois, tout en réaccélérant sa transformation digitale à moyen terme et en tirant profit de ses outils digitaux pour renforcer son approche multicanale et son service client.

1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont confrontées à certains facteurs de risques macroéconomiques, commerciaux, opérationnels, de marché et juridiques. Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est exposé sont décrits dans la section « Facteurs de risques » du Document d'Enregistrement Universel 2019 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 mars 2020 sous le numéro D.20-0111. Une mise à jour des facteurs de risque au regard de l'impact que pourrait avoir la crise sanitaire actuelle sur la situation du Groupe, notamment le risque de dégradation significative de l'environnement économique mondial ou dans les principaux pays dans lesquels Rexel opère, un événement exogène majeur impactant les activités du Groupe, ainsi qu'un risque de liquidité, a été inclus dans l'avenant au Document d'Enregistrement Universel 2019 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 11 mai 2020 sous le numéro D. 20-0111-A01 .

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 | Flux de trésorerie

	Semestre clos le 30 Juin 2020	Semestre clos le 30 Juin 2019	Variation
Flux de trésorerie d'exploitation hors intérêts et impôts	296,1	394,7	*(98,6)*
Intérêts sur emprunts [1]	(35,3)	(44,4)	*9,1*
Impôts payés	(24,9)	(62,5)	*37,6*
Flux de trésorerie d'exploitation avant la variation du besoin en fonds de roulement	**235,9**	**287,8**	***(51,8)***
Variation du besoin en fonds de roulement	17,8	(271,1)	*288,9*
Flux nets des activités opérationnelles	**253,7**	**16,6**	***237,1***
Flux nets des activités d'investissement	**98,9**	**(57,0)**	***155,9***
Dont investissements opérationnels [2]	*(53,1)*	*(53,5)*	*0,4*
Flux nets des activités de financement [3]	**(316,1)**	**(65,4)**	***(250,7)***
Variation nette de la trésorerie	**36,4**	**(105,8)**	***142,2***
Flux de trésorerie d'exploitation	296,1	394,7	*(98,6)*
Remboursement des obligations locatives	(84,0)	(87,4)	*3,4*
Variation du besoin en fonds de roulement	17,8	(271,1)	*288,9*
Investissements opérationnels	(53,1)	(53,5)	*0,4*
Trésorerie disponible après investissement, avant intérêts et impôts	**176,8**	**(17,3)**	***194,1***
Intérêts sur emprunts	(35,3)	(44,4)	*9,1*
Impôts payés	(24,9)	(62,5)	*37,6*
Trésorerie disponible après intérêts et impôts	**116,7**	**(124,2)**	***240,9***
Total de la trésorerie disponible après intérêts et impôts	**116,7**	**(124,2)**	***240,9***

Besoin en fonds de roulement, en % du chiffre d'affaires [4] au :	**30 Juin 2020**	**30 Juin 2019**
Données comparables	11,7%	11,8%

(1) Hors intérêts sur les dettes d'obligations locatives

(2) Net des cessions

(3) Incluant remboursement des dettes d'obligations locatives

(4) Besoin en fonds de roulement, fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois.

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Le cash-flow net des activités opérationnelles de Rexel s'élève à 253,7 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 16,6 millions d'euros au premier semestre 2019.

Flux de trésorerie d'exploitation

Les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont passés de 394,7 millions d'euros au premier semestre 2019 à 296,1 millions d'euros au premier semestre 2020, principalement en raison de la baisse des ventes en 2020 par rapport à 2019, et de la baisse de l'EBITA en raison de la crise sanitaire du covid-19.

Intérêts et impôts

Au premier semestre 2020, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 35,3 millions d'euros contre 44,4 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2019, en raison de taux d'intérêts plus faible.

L'impôt sur le résultat est passé de 62,5 millions d'euros au premier semestre 2019 à 24,9 millions d'euros au premier semestre 2020, en raison d'une baisse du résultat imposable en 2020.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au premier semestre 2020, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté une ressource nette de trésorerie de 17,8 millions d'euros contre un emploi de 271,1 millions d'euros au premier semestre 2019. Cette augmentation est principalement attribuable à un encaissement actif des créances clients et de la réduction des stocks par rapport à la baisse activité.

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est établit à 11,7 % du chiffres d'affaires au 30 juin 2020, par rapport à 11,8 % au 30 juin 2019, soit une amélioration de 16 points de base grâce à une maîtrise du besoin en fonds de roulement d'exploitation.

2.1.2| Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle a représenté une ressource de 98,9 millions d'euros au premier semestre 2020 contre un emploi de 57,0 millions d'euros au premier semestre 2019.

(en millions d'eutos)	Semestre clos le 30 Juin	
	2020	2019
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	*-53,4*	*-55,9*
Produits de cession d'immobilisations opérationelles	*1,7*	*6,3*
Variation nette des dettes et créances sur immobilisations	*-1,3*	*-3,9*
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	**-53,1**	**-53,5**
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	*-3,2*	*-3,2*
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	*152,7*	*1,5*
Flux nets des activités d'investissement financier	**149,6**	**-1,7**
Variation nette des placements à long terme	**2,4**	**-1,8**
Flux nets des activités d'investissement	**98,9**	**-57,0**

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 53,1 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 53,5 millions d'euros au premier semestre 2019.

Au premier semestre 2020, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 53,4 millions d'euros (55,9 millions d'euros au premier semestre 2019), soit 0,9% du chiffre d'affaires de la période. Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 1,7 million d'euros (6,3 millions d'euros au premier semestre 2019).

2.1.3| Trésorerie nette provenant des activités de financement

Au premier semestre 2020, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 316,1 millions d'euros, comprenant principalement :

- Diminution de 267,0 millions d'euros des créances cédées liées aux programmes de titrisation;
- Le remboursement de 84,0 millions d'euros des obligations locatives ;

Partiellement compensé par :

- Une hausse de 39,9 millions d'euros des lignes de crédit et billets de trésorerie.

Au premier semestre 2019, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un emploi net de 65,4 millions d'euros, comprenant principalement :

- Le remboursement anticipé de 650 millions d'euros d'obligations, à échéance 2023 pour un montant total de 666,9 millions d'euros incluant une prime de remboursement de 16,9 millions d'euros ;
- La diminution de 54,9 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;
- Le remboursement de 87,4 millions d'euros des obligations locatives ;

Partiellement compensé par :

- L'émission de 600 millions d'euros d'obligations, à échéance 2026, à un taux d'intérêt de 2,75% et pour un montant net des coûts de transactions de 594,4 millions d'euros ;
- Une hausse de 147,8 millions d'euros des lignes de crédit et billets de trésorerie.

2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2020, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 1 690,3 millions d'euros et s'analysait comme suit :

	30 Juin 2020			31 Décembre 2019		
(en millions d'euros)	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations séniors	-	1 415,8	1 415,8	-	1 413,4	1 413,4
Titrisation	242,4	427,5	669,9	620,0	332,9	952,9
Emprunt auprès des établissements de crédit	23,2	0,7	23,9	13,0	0,9	13,9
Billets de trésorerie	84,5	-	84,5	50,0	-	50,0
Concours bancaires et autres emprunts	60,0	-	60,0	65,5	-	65,5
Location financement	-	-	-	0,0	-	0,0
Intérêts courus	3,5	-	3,5	4,6	-	4,6
Moins coûts de transaction	(4,2)	(12,0)	(16,2)	(4,2)	(14,1)	(18,4)
Total des dettes financières et intérêts courus	**409,5**	**1 832,0**	**2 241,5**	**748,8**	**1 733,1**	**2 481,8**
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(531,5)			(514,3)
Créances sur intérêts courus			(1,0)			(2,0)
Dérivés de couverture de la dette			(18,7)			(19,6)
Endettement financier net			**1 690,3**			**1 945,9**

Au 30 juin 2020, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 272,6 millions d'euros (1 284,5 millions d'euros au 31 décembre 2019).

(en millions d'euros)	30 Juin 2020	31 Décembre 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	531,5	514,3
Découverts bancaires	(60,0)	(65,5)
Billets de trésorerie	(84,5)	(50,0)
Contrat de Crédit Sénior non tiré	850,0	850,0
Lignes bilatérales	35,7	35,6
Liquidité	**1 272,6**	**1 284,5**

Contrat de crédit syndiqué

Selon les termes du contrat de crédit syndiqué, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 2,59 au 30 juin 2020 (contre 2,47 au 31 décembre2019 et 2,86 au 30 juin 2019).

II. États financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020

(non audités[1])

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2020 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2020 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité) 25
Résultat global consolidé (non audité) 26
Bilan consolidé (non audité) 27
Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité) 28
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité) 29
Notes annexes (non auditées) 30
1. | Informations générales 30
2. | Evénements significatifs de la période close le 30 juin 2020 30
3. | Principales méthodes comptables 31
4. | Information sectorielle 33
5. | Frais administratifs et commerciaux 34
6. | Autres produits et autres charges 35
7. | Charges financières nettes 35
8. | Impôt sur les bénéfices 36
9. | Dividendes 36
10. | Résultats par action 37
11. | Goodwill 37
12. | Contrats de location 39
13. | Actifs et passifs destinés à être cédés 40
14. | Avantages du personnel 40
15. | Endettement financier 40
16. | Juste valeur des instruments financiers 44
17. | Saisonnalité 45
18. | Litiges 45
19. | Evènements postérieurs à la période de reporting 45

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	*Note*	Période close le 30 juin 2020	2019
Chiffre d'affaires	*4*	6 045,6	6 799,5
Coût des ventes		(4 566,1)	(5 100,4)
Marge brute		**1 479,6**	**1 699,1**
Frais administratifs et commerciaux	*5*	(1 293,9)	(1 386,0)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		**185,7**	**313,0**
Autres produits	*6*	6,9	7,6
Autres charges	*6*	(489,4)	(30,4)
Résultat opérationnel		**(296,8)**	**290,2**
Produits financiers		2,1	0,7
Coût de l'endettement financier		(34,3)	(38,0)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		-	(20,8)
Autres charges financières		(30,9)	(36,3)
Charges financières (nettes)	*7*	***(63,1)***	***(94,3)***
Résultat net avant impôt		**(360,0)**	**195,9**
Impôt sur le résultat	*8*	(79,9)	(32,6)
Résultat net		**(439,8)**	**163,3**
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		*(439,7)*	*162,6*
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		*(0,1)*	*0,7*
Résultat net par action :			
Résultat de base par action (en euros)	*10*	*(1,46)*	*0,54*
Résultat dilué par action (en euros)	*10*	*(1,45)*	*0,54*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	*Note*	Période close le 30 juin 2020	2019
Résultat net		**(439,8)**	**163,3**
Eléments destinés à être reclassés ultérieurement en compte de résultat			
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		(12,9)	(4,8)
Effet d'impôt		(1,1)	1,5
Sous-total		**(14,1)**	**(3,3)**
Ecarts de conversion		(35,8)	34,9
Effet d'impôt		1,9	(3,5)
Sous-total		**(33,8)**	**31,4**
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		(11,2)	(11,0)
Effet d'impôt		3,6	3,5
Sous-total		**(7,6)**	**(7,5)**
Eléments non reclassables ultérieurement en compte de résultat			
Gains / (pertes) actuariels(les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	**14**	(46,3)	(49,4)
Effet d'impôt		5,0	5,8
Sous-total		**(41,3)**	**(43,5)**
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt		**(96,8)**	**(22,9)**
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt		**(536,6)**	**140,3**
Dont attribuable :			
aux actionnaires de la société mère		*(536,9)*	*139,6*
aux intérêts ne conférant pas le contrôle		*0,3*	*0,7*

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	*Note*	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Actif			
Goodwill	***11***	3 265,3	3 785,5
Immobilisations incorporelles		1 014,0	1 027,5
Immobilisations corporelles		264,1	273,3
Droit d'utilisation des actifs loués	***12***	880,2	898,2
Actifs financiers non courants		47,7	49,2
Actifs d'impôt différé		22,8	60,1
Total des actifs non courants		**5 494,1**	**6 093,8**
Stocks		1 528,3	1 696,9
Créances clients		1 918,8	2 059,3
Créances d'impôt courant		7,9	7,9
Autres actifs		441,0	533,1
Actifs destinés à être cédés	***13***	-	169,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	***15***	531,5	514,3
Total des actifs courants		**4 427,5**	**4 980,9**
Total des actifs		**9 921,6**	**11 074,8**
Capitaux propres			
Capital social		1 522,1	1 520,5
Prime d'émission		1 458,4	1 451,2
Réserves		710,8	1 258,4
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		**3 691,3**	**4 230,1**
Intérêts ne conférant pas le contrôle		0,4	5,2
Total des capitaux propres		**3 691,8**	**4 235,3**
Dettes			
Dettes financières non courantes	***15***	1 832,0	1 733,1
Obligations locatives non courantes	***12***	829,8	846,5
Provisions pour retraites et avantages assimilés		334,4	312,1
Passifs d'impôt différé		188,1	184,6
Provisions et autres passifs non courants		48,3	40,8
Total des passifs non courants		**3 232,6**	**3 117,1**
Dettes financières courantes	***15***	405,9	744,2
Intérêts courus	***15***	3,5	4,6
Obligations locatives courantes	***12***	165,4	163,5
Dettes fournisseurs		1 685,9	2 021,7
Dette d'impôt exigible		19,2	14,1
Autres dettes		717,3	738,9
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	***13***	-	35,3
Total des passifs courants		**2 997,2**	**3 722,4**
Total des passifs		**6 229,8**	**6 839,4**
Total des passifs et des capitaux propres		**9 921,6**	**11 074,8**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

		Période close le 30 juin	
(en millions d'euros)	***Note***	**2020**	**2019**
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		(296,8)	290,2
Amortissements, dépréciations et mises au rebut d'actifs	***5-6***	634,2	155,4
Avantages du personnel		(14,5)	(13,8)
Variation des autres provisions		(3,5)	(14,2)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		(1,2)	(0,4)
Intérêts sur obligations locatives		(22,1)	(22,5)
Intérêts financiers payés		(35,3)	(44,4)
Impôt payé		(24,9)	(62,5)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		***235,9***	***287,8***
Variation des stocks		152,8	(59,1)
Variation des créances clients		117,9	(193,0)
Variation des dettes fournisseurs		(315,0)	34,6
Variations des autres créances et autres dettes		62,0	(53,5)
Variation du besoin en fonds de roulement		***17,8***	***(271,0)***
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		**253,7**	**16,7**
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(54,8)	(59,8)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,7	6,3
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		(3,2)	(3,2)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée		152,7	1,5
Variation des placements à long terme		2,4	(1,8)
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		**98,9**	**(57,0)**
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Ventes / (Achats) d'actions propres		(1,1)	1,7
Acquisition de participations ne conférant pas le contrôle		(3,9)	-
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	***15.2***	-	594,4
Remboursement d'emprunts obligataires	***15.2***	-	(666,9)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	***15.2***	39,9	147,8
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	***15.2***	(267,0)	(54,9)
Remboursement des obligations locatives		(84,0)	(87,4)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		**(316,1)**	**(65,4)**
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**36,5**	**(105,7)**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		514,3	544,9
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie détenue		(19,3)	(0,8)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		**531,5**	**438,5**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	**Total attribuable aux actionnaires de la société mère**	Intérêts ne conférant pas le contrôle	**Total des capitaux propres**
Pour la période close le 30 juin 2019										
Au 1er janvier 2019		**1 519,9**	**1 554,0**	**1 226,5**	**(7,4)**	**1,8**	**(152,4)**	**4 142,5**	**3,9**	**4 146,4**
Résultat net		-	-	162,6	-	-	-	**162,6**	0,7	163,3
Autres éléments du résultat global		-	-	-	28,0	(7,5)	(43,5)	**(23,0)**	0,1	(22,9)
Résultat global de l'exercice		**-**	**-**	**162,6**	**28,0**	**(7,5)**	**(43,5)**	**139,6**	**0,7**	**140,3**
Distribution de dividendes en numéraire	***9***	-	(104,9)	(28,0)	-	-	-	**(132,9)**	-	(132,9)
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		-	(2,5)	2,5	-	-	-	**-**	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	4,1	-	-	-	**4,1**	-	4,1
Achat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-	(5,0)	-	-	-	**(5,0)**	1,7	(3,4)
Cession de participations		-	-	-	(0,2)	-	-	**(0,2)**	(1,0)	(1,2)
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	1,5	-	-	-	**1,5**	-	1,5
Au 30 juin 2019		**1 519,9**	**1 446,6**	**1 364,2**	**20,4**	**(5,7)**	**(195,9)**	**4 149,6**	**5,3**	**4 154,9**
Pour la période close du 30 juin 2020										
Au 1er janvier 2020		**1 520,5**	**1 451,2**	**1 404,4**	**57,1**	**(4,7)**	**(198,6)**	**4 230,1**	**5,2**	**4 235,3**
Résultat net		-	-	(439,7)	-	-	-	**(439,7)**	(0,1)	(439,8)
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(48,3)	(7,6)	(41,3)	**(97,2)**	0,4	(96,8)
Résultat global de l'exercice		**-**	**-**	**(439,7)**	**(48,3)**	**(7,6)**	**(41,3)**	**(536,9)**	**0,3**	**(536,6)**
Attribution gratuite d'actions et annulation d'actions attribuées gratuitement		1,6	7,2	(8,8)	-	-	-	**-**	-	-
Paiements fondés sur des actions		-	-	4,9	-	-	-	**4,9**	-	4,9
Achat d'intérêts ne conférant pas le contrôle		-	-	(9,6)	(0,4)	-	-	**(10,0)**	(5,1)	(15,1)
Cession de participations		-	-	-	4,0	-	-	**4,0**	-	4,0
Cessions / (achats) d'actions propres		-	-	(0,8)	-	-	-	**(0,8)**	-	(0,8)
Au 30 juin 2020		**1 522,1**	**1 458,4**	**950,4**	**12,4**	**(12,2)**	**(239,9)**	**3 691,3**	**0,4**	**3 691,8**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes (non auditées)

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Chine, Australie et Nouvelle-Zélande).

2. | EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2020

Effets comptables de l'épidémie Covid-19

En raison de la crise sanitaire Covid-19, les autorités locales des pays ou régions dans lesquels Rexel exerce son activité ont imposé des mesures de confinement et de quarantaine. A compter de mars 2020, le Groupe a dû faire face à une chute soudaine de la demande en équipements électriques. Les ventes à nombre de jours constant ont diminué de 17,7% au deuxième trimestre 2020 et de 10,6% au premier semestre 2020 par rapport aux mêmes périodes en 2019. En conséquence de la baisse du volume des ventes, le résultat opérationnel avant autres produits et charges a diminué, passant de 313,0 millions d'euros au premier semestre 2019 à 185,7 millions d'euros au premier semestre 2020.

En réponse à cette situation inédite, le Groupe a mis en place des plans d'action comprenant des mesures sanitaires, la préservation de la trésorerie et des mesures temporaires de réduction de coûts telles que le chômage partiel. La disponibilité des produits électriques ayant été considérée essentielle par les autorités dans la plupart des pays où des mesures de confinement ont été déployées, Rexel a organisé la continuité de ses activités et a maintenu la majeure partie des centres logistiques et des agences ouverts, bien qu'à capacité réduite.

Dans ce contexte, certains gouvernements ont adopté des mesures d'aide aux entreprises en réponse à la pandémie du coronavirus. Parmi ces mesures, Rexel a bénéficié de subventions directes pour compenser le coût du chômage partiel de ses salariés pour un montant de 27,2 millions d'euros reconnu au compte de résultat, en charges de personnel (voir note 5).

Les pertes attendues sur créances ont été réévaluées à la hausse, augmentant de 12,3 millions d'euros la dotation nette à la provision pour clients douteux par rapport au premier semestre 2019 (voir note 5).

De plus, le Groupe a identifié certains indicateurs nécessitant de mettre en œuvre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie portant un *goodwill*. En conséquence, une charge de dépréciation de 486,0 millions d'euros a été constatée pour le semestre clos le 30 juin 2020, principalement allouée aux unités génératrices de trésorerie suivantes : le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et l'Allemagne (voir note 11). En cohérence avec la comptabilisation de la charge de dépréciation du *goodwill*, le Groupe a également testé le montant recouvrable des actifs d'impôts différés. Ainsi, les actifs d'impôts différés nets ont été dépréciés de 33,8 millions d'euros au 30 juin 2020, conséquence de futurs profits taxables lointains (voir note 8).

Afin de sécuriser sa position de trésorerie en raison de l'incertitude liée à la crise sanitaire Covid-19, le Groupe a partiellement tiré un montant de 550 millions d'euros sur sa ligne de crédit syndiqué de 850 millions d'euros le 25 mars 2020. Le 24 juin 2020, ces tirages ont fait l'objet d'un remboursement intégral, conséquence d'une trésorerie nette positive provenant des activités opérationnelles d'un montant de 253,7 millions d'euros au titre du premier semestre 2020 ainsi que du flux de trésorerie de 145,6 millions d'euros dégagé par la cession des activités de Gexpro Services.

Enfin, suivant la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 25 juin 2020, a décidé d'annuler la distribution de dividendes au titre de l'exercice fiscal 2019 afin de renforcer la position de liquidité de Rexel dans le contexte actuel.

Au 30 juin 2020, le montant des liquidités de Rexel s'élève à 1 272,6 millions d'euros, et a été jugé suffisant par la Direction pour faire face à tout montant exigible au cours des douze prochains mois et au-delà (voir note 15.3).

3. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») couvrent la période du 1er janvier au 30 juin 2020 et ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2020. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 et inclus dans le Document d'Enregistrement Universel enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 9 mars 2020 sous le numéro D.20-0111.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr).

Les présents états financiers résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 27 juillet 2020.

3.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2020 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Les principes et méthodes comptables sont identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2019 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2019, à l'exception des nouvelles normes et des interprétations présentées en note 3.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

3.2.1 | Nouvelles normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2020

Effectifs depuis le 1er janvier 2020, les nouveaux amendements suivants précédemment approuvés par l'Union Européenne sont applicables à Rexel. Ces modifications n'ont pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe :

- Amendements à l'IAS 1 « Présentation des états financiers » et à l'IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs : définition du terme « significatif » :

En octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 1 et l'IAS 8 pour homogénéiser sa définition de la matérialité et clarifier certains aspects de la définition. La nouvelle définition stipule qu'une information est significative si son omission, son inexactitude ou son opacité pouvait influencer les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers prendraient sur la base de ces derniers.

- Amendements à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » : définition d'une entreprise

En octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » qui visent à aider les entités à faire la distinction entre l'acquisition d'une entreprise et d'un groupe d'actifs. Ils clarifient les critères requis pour qualifier une entreprise, suppriment l'évaluation de la capacité des acteurs du marché à remplacer des éléments manquants, ajoutent des précisions pour aider les entités à déterminer si l'activité est significative, affinent la définition d'une entreprise et de sa finalité et introduisent un test facultatif de concentration de la juste valeur. Ces amendements sont applicables de façon prospective aux acquisitions qui ont lieu à compter du 1er janvier 2020.

3.2.2 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse :

- Amendements à la norme IAS 1 « Classification des passifs en tant que passifs courants et non-courants »

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des amendements afin de clarifier la façon de déterminer si, dans l'état de situation financière, les dettes dont l'échéance de règlement est incertaine doivent être classées en passifs courants (exigibles ou susceptibles d'être réglées dans un délai d'un an) ou en passifs non courants. Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022.

- Amendements à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles – Produits générés avant l'usage prévu »

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des amendements pour interdire d'imputer les produits générés par une immobilisation pendant son transfert sur site ou sa mise en état dans les conditions prévues par la Direction, sur le coût de cette immobilisation. A la place, l'entité devra comptabiliser les produits de la vente et les coûts correspondants en résultat. Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022.

- Amendements à l'IAS 37 « Contrats déficitaires – Coûts d'exécution du contrat »

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des amendements pour préciser que le « coût d'exécution » d'un contrat comprend les « coûts qui se rapportent directement au contrat ». Ceux-ci peuvent être, soit des coûts différentiels pour l'exécution de ce contrat (par exemple la main d'œuvre directe, les matériaux), soit une allocation d'autres coûts qui se rapportent directement au contrat (par exemple l'allocation de la charge d'amortissement des immobilisations directement utilisées pour l'exécution du contrat). Ces amendements s'appliquent de façon rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022.

- Améliorations des normes IFRS 2018-2020

Le 14 mai 2020, l'IASB a publié des améliorations des normes IFRS 2018-2020 incluant notamment les amendements suivants :

  - IFRS 1 – L'amendement exige que la filiale, qui choisit d'appliquer pour la première fois les normes internationales, évalue le montant cumulé des écarts de conversion à l'aide des montants présentés par la société mère à la date de transition aux IFRS de la société mère.
  - IFRS 9 – L'amendement clarifie la nature des frais que l'entité doit inclure dans le critère des 10% relatif à la décomptabilisation de passifs financiers. Une entité ne doit retenir que les frais payés ou reçus entre l'entité (l'emprunteur) et le prêteur, y compris les frais payés ou reçus par l'entité ou le prêteur pour le compte de l'autre.
  - L'amendement modifie l'exemple illustratif 13 qui accompagne l'IFRS 16 « Contrats de location » afin de supprimer l'exemple relatif aux paiements au titre des améliorations locatives versés par le bailleur. La modification proposée éliminerait toute confusion possible au chapitre du traitement des avantages incitatifs à la location.

- Amendement à la norme IFRS 16 « Covid-19 – Concessions de loyers »

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié l'amendement à la norme IFRS 16 autorisant un locataire, pour des raisons pratiques, à considérer qu'un allègement de loyer lié à la pandémie de Covid-19 ne constitue pas une modification de contrat. Cet amendement permet au locataire de le comptabiliser en résultat pour autant qu'il se rapporte à une échéance de loyer antérieure au 30 juin 2021. Cet amendement s'applique de façon rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1er juin 2020, avec une application anticipée possible et ne devrait pas avoir d'effet significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Directeur Général agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2020 et 2019

2020 *(en millions d'euros)*	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	**Total des secteurs opérationnels**	Holdings et autres éléments de réconciliation	**Total consolidé**
Période close le 30 juin 2020						
Ventes sur stock	3 160,4	1 363,0	474,9	**4 998,3**	-	**4 998,3**
Ventes directes	271,2	834,1	57,2	**1 162,5**	-	**1 162,5**
Ristournes, escomptes et services	(100,3)	(14,3)	(0,6)	**(115,1)**	-	**(115,1)**
Chiffre d'affaires hors groupe	**3 331,3**	**2 182,8**	**531,5**	**6 045,6**	**-**	**6 045,6**
EBITA [1]	127,8	69,6	4,4	**201,8**	(9,5)	**192,3**
Dépréciation du *goodwill*	(257,1)	(183,4)	(45,5)	**(486,0)**	-	**(486,0)**
Au 30 juin 2020						
Besoin en fonds de roulement	730,5	623,5	148,2	**1 502,2**	(15,8)	**1 486,3**
Goodwill	1 999,0	1 195,8	70,5	**3 265,3**	-	**3 265,3**

2019 *(en millions d'euros)*	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	**Total des secteurs opérationnels**	Holdings et autres éléments de réconciliation	**Total consolidé**
Période close le 30 juin 2019						
Ventes sur stock	3 433,8	1 631,6	506,2	**5 571,7**	-	**5 571,7**
Ventes directes	317,0	970,1	65,3	**1 352,4**	-	**1 352,4**
Ristournes, escomptes et services	(105,9)	(18,0)	(0,6)	**(124,5)**	-	**(124,5)**
Chiffre d'affaires hors groupe	**3 644,9**	**2 583,7**	**570,9**	**6 799,5**	**-**	**6 799,5**
EBITA [1]	218,2	104,8	9,9	**333,0**	(12,9)	**320,1**
Au 31 décembre 2019						
Besoin en fonds de roulement	694,9	709,5	138,3	**1 542,7**	(16,4)	**1 526,4**
Goodwill	2 263,6	1 402,2	119,7	**3 785,5**	-	**3 785,5**

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

	Période close le 30 juin	
(en millions d'euros)	**2020**	**2019**
EBITA	**192,3**	**320,1**
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(6,6)	(7,1)
Autres produits et autres charges	(482,5)	(22,8)
Charges financières nettes	(63,1)	(94,3)
Résultat net avant impôt	**(360,0)**	**195,9**

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Besoin en fonds de roulement	1 486,3	1 526,4
Goodwill	3 265,3	3 785,5
Total des actifs et passifs alloués	**4 751,6**	**5 311,9**
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 400,6	2 757,7
Intérêts courus à recevoir	1,0	2,0
Autres actifs non courants	2 206,0	2 248,1
Actifs d'impôt différé	22,8	60,1
Créances d'impôt courant	7,9	7,9
Actifs destinés à être cédés	-	169,4
Instruments dérivés	0,1	3,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	531,5	514,3
Total des actifs du Groupe	**9 921,6**	**11 074,8**

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

(en millions d'euros)		Période close le 30 juin 2020	2019
Charges de personnel	(1)	755,2	848,3
Coûts de transport		114,5	121,6
Autres charges externes		191,4	202,8
Amortissements	(2)	141,5	138,7
Charges d'occupation des locaux		56,5	55,2
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises		6,6	7,1
Créances douteuses et irrécouvrables	(3)	28,2	12,4
Total des frais administratifs et commerciaux		**1 293,9**	**1 386,0**

(1) Comprenant des subventions gouvernementales comptabilisées en charges de personnel pour un montant de 27,2 millions d'euros pour la période close le 30 juin 2020. Ces subventions sont comptabilisées en résultat au même rythme que les charges de personnel qu'elles ont vocation à compenser.

(2) Comprenant une charge d'amortissement du droit d'utilisation des actifs loués pour un montant de 88,5 millions d'euros (88,3 millions d'euros pour la période close le 30 juin 2019).

(3) Comprenant une dépréciation nette des créances douteuses d'un montant de 23,2 millions d'euros pour la période close le 30 juin 2020 reflétant une augmentation des pertes de crédit attendues liée à la crise du Covid 19 (10,9 millions d'euros pour la période close le 30 juin 2019).

Le tableau ci-dessous présente l'effectif moyen par zone géographique :

	Période close le 30 juin 2020	2019
Europe	12 845	15 208
Amérique du Nord	7 427	8 306
Asie - Pacifique	2 478	2 536
Total des secteurs opérationnels	**22 750**	**26 050**
Holdings	158	155
Effectif moyen du Groupe	**22 908**	**26 205**

La diminution par rapport à l'année dernière s'explique principalement par les mesures de réduction temporaire des effectifs prises en réponse à la crise du Covid-19.

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)		Période close le 30 juin 2020	2019
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	(1)	0,0	4,5
Gains sur cession d'immobilisations financières	(2)	6,0	0,4
Gains sur clôture de contrats de location		0,4	2,7
Reprise de dépréciation des autres actifs		0,3	-
Autres produits opérationnels		0,2	0,0
Total des autres produits		**6,9**	**7,6**
Charges de restructuration	(3)	(1,9)	(13,5)
Dépréciation du *goodwill* et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie	(4)	(486,0)	(9,3)
Moins-values de cession d'immobilisations		(0,3)	(3,1)
Dépréciation des autres actifs		(0,3)	(0,3)
Coûts d'acquisition		(0,2)	(0,1)
Autres charges opérationnelles		(0,7)	(4,1)
Total des autres charges		**(489,4)**	**(30,4)**

(1) En 2019, comprenant des gains de cessions d'immeubles en France et au Royaume-Uni.

(2) Comprenant un gain relatif aux cessions devenues effectives des activités Gexpro Services et de la filiale Suministros Electricos Erka S.L.U. (voir note 13).

(3) En 2019, comprenant des charges liées à la fermeture d'un centre logistique au Royaume-Uni et à la dernière phase du plan de transformation en Allemagne.

(4) Constitué de la dépréciation du *goodwill* principalement allouées au Royaume-Uni (162,4 millions d'euros), aux Etats-Unis (108,2 millions d'euros), au Canada (75,2 millions d'euros), à l'Allemagne (74,6 millions d'euros), à l'Australie (40,5 millions d'euros), et à la Norvège (17,5 millions d'euros) en 2020 (voir note 11) et une dépréciation des immobilisations incorporelles en Finlande en 2019.

7. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)		Période close le 30 juin 2020	2019
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		0,9	0,5
Produits d'intérêts sur les créances et prêts		1,2	0,2
Total des produits financiers		**2,1**	**0,7**
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti)		(33,7)	(41,7)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt		0,8	4,5
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat		(1,4)	(0,7)
Coût de l'endettement financier		**(34,3)**	**(38,0)**
Frais financiers liés aux opérations de remboursement	(1)	**-**	**(20,8)**
Gain / (perte) de change		*4,2*	*1,0*
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat		*(2,3)*	*(0,3)*
Résultat de change net		1,8	0,7
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel		(4,1)	(4,3)
Charge d'intérêts sur obligations locatives		(22,1)	(22,5)
Charges financières diverses		(6,6)	(10,2)
Autres charges financières		**(30,9)**	**(36,3)**
Charges financières nettes		**(63,1)**	**(94,3)**

(1) En 2019, charges non récurrentes relatives au remboursement anticipé des obligations de 650 millions d'euros au taux de 3,50% et à échéance 2023.

8. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

8.1 | Analyse de la charge d'impôt

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt estimé pour l'exercice, appliqué au résultat avant impôt hors éléments non courants de la période intermédiaire. L'effet fiscal des éléments non courants est appréhendé au titre de la période à laquelle ils se rattachent.

	Période close le 30 juin			
(en millions d'euros)	2020		2019	
Résultat avant impôt	(360,0)		195,9	
Taux d'impôt légal en France		*32,0%*		*34,4%*
Impôt sur le résultat calculé sur la base du taux légal	**115,3**		**(67,4)**	
Différences entre le taux français et les taux étrangers	(16,1)		15,8	
Déficits fiscaux non reconnus [1]	(38,5)		(3,5)	
Dépréciation du goodwill	(133,8)		-	
Produits non imposables / (Charges non déductibles)	(3,3)		(3,5)	
Autres [2]	(3,4)		26,1	
Charge d'impôt de l'exercice	**(79,9)**		**(32,6)**	
Taux d'impôt effectif		***n/a***		***16,7%***

(1) Comprenant la dépréciation des actifs d'impôts différés provenant des déficits reportables en avant pour un montant de 33,8 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020 (voir note 8.2).

(2) Incluant en 2019 la reprise de provision de 29,5 millions d'euros relative au litige concernant la déductibilité de frais financiers qui a fait l'objet d'un arrêt de la Cour d'Appel Administrative en 2019 favorable à Rexel.

8.2 | Actifs d'impôts différés

En cohérence avec les prévisions utilisées pour les tests de dépréciation du *goodwill* au 30 juin 2020, la recouvrabilité des actifs différés nets a été révisée entraînant une dépréciation de 33,8 millions d'euros dans les entités fiscales suivantes : Royaume-Uni (20,1 millions d'euros), Allemagne (10,4 millions d'euros) et Nouvelle-Zélande (3,3 millions d'euros).

9. | DIVIDENDES

Suivant la proposition du Conseil d'Administration, l'assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue le 25 juin 2020, a décidé d'annuler la distribution de dividende au titre de l'exercice fiscal 2019.

	Période close le 30 juin	
	2020	2019
Dividendes/ Prime d'émission par action attribué aux actions ordinaires	- €	0,44 €
Dividendes/ Prime d'émission versés en numéraire (en millions d'euros)	**-**	**132,9**

10. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2020	**2019**
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société *(en millions d'euros)* ……	***(439,7)***	***162,6***
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (*en milliers*) ……..	301 932	301 994
Actions potentielles non dilutives (en milliers) ……....	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives *(en milliers)* ……	***301 932***	***301 994***
Résultat net par action (en euros) ……	**(1,46)**	**0,54**
Actions potentielles dilutives (*en milliers*) ……	*1 500*	811
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers) ……(1)	*1 500*	*811*
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives *(en milliers)* ……	***303 432***	***302 805***
Résultat net dilué par action (en euros) ……	**(1,45)**	**0,54**

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

11. | GOODWILL

Le tableau ci-dessous analyse la variation du *goodwill* :

(en millions d'euros)	**2020**	**2019**
Valeurs nettes au 1er janvier	**3 785,5**	**3 871,1**
Acquisitions ……	1,7	-
Dépréciations ……	(486,0)	-
Ecarts de conversion ……	(27,3)	28,6
Reclassement ……	(8,6)	-
Valeurs nettes au 30 juin	**3 265,3**	**3 899,7**

L'allocation du *goodwill* par unités génératrices de trésorerie (UGT) se présente comme suit :

	(en millions d'euros)	**Au 30 juin**	**Au 31 décembre**
UGT	**Secteur géographique**	**2020**	**2019**
France	Europe	1 066,8	1 066,8
Etats-Unis	Amérique du Nord	824,3	936,5
Canada	Amérique du Nord	371,4	465,7
Suisse	Europe	281,4	276,2
Suède	Europe	176,4	177,2
Autriche	Europe	89,8	89,8
Belgique	Europe	79,4	79,4
Australie	Asie-Pacifique	59,0	102,8
Norvège	Europe	46,3	70,3
Allemagne	Europe	23,6	98,2
Royaume-Uni	Europe	13,5	181,3
Autres		233,4	241,4
	Total	**3 265,3**	**3 785,5**

Le Groupe réalise ses tests annuels de dépréciation en décembre et lorsque il existe un indice de perte de valeur. Le Groupe a considéré, parmi d'autres facteurs, la baisse inattendue de la demande de produits électriques résultante des mesures de confinement liées au Covid-19 et le ralentissement de l'activité économique mondiale comme des indicateurs de perte de valeur. Par ailleurs, au cours du premier semestre 2020, la capitalisation boursière de Rexel est devenue significativement inférieure au montant des capitaux

propres, indiquant une potentielle perte de valeur du *goodwill* et des autres actifs à durée de vie indéfinie. En conséquence, la Direction a réalisé un test de dépréciation au 30 juin 2020 pour toutes les unités génératrices de trésorerie comprenant un *goodwill* et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

Le test de dépréciation du *goodwill* du Groupe repose sur le calcul de la valeur d'utilité déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés. Dans cette situation inédite d'incertitude économique générée par la crise sanitaire de Covid-19, le Groupe a suspendu ses prévisions annuelles 2020. En l'absence de plans d'affaires disponibles, les flux de trésorerie attendus ont été ajustés en fonction des tendances de ventes et de rentabilité attendues après la crise sanitaire de Covid-19. Les tendances de ventes et de rentabilité ont été mises à jour à la fois sur la base de données internes et externes, incluant une analyse comparative de données issues des marchés financiers de référence. Différents jeux d'hypothèses ont été utilisés et le scénario le plus probable a été retenu. Ce scenario, dont la tendance est un retour du volume des ventes 2019 entre 2022 et 2023, a été élaboré exclusivement dans le cadre du test de la dépréciation du *goodwill* et ne constitue pas une perspective à moyen terme engageant la Direction Générale compte tenu de la forte incertitude entourant l'évolution de la crise sanitaire de Covid-19.

Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale, des taux d'actualisation et des taux de croissance à long terme.

- Taux d'EBITA

Le taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale est déterminé pays par pays en fonction des performances passées et attendues, de la part de marché de Rexel et des caractéristiques du marché local, ainsi que par référence à d'autres unités génératrices de trésorerie au sein du Groupe ayant un profil similaire.

- Taux d'actualisation et taux de croissance à long terme

Les taux d'actualisation après impôt et les taux de croissance à long terme utilisés pour évaluer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie sont les suivants :

	Au 30 juin 2020			**Au 31 décembre 2019**		
UGT	Taux d'actualisation (WACC)	Taux de croissance à long terme (g)	WACC - (g)	Taux d'actualisation (WACC)	Taux de croissance à long terme (g)	WACC - (g)
France	8,2%	1,8%	6,5%	7,9%	1,8%	6,2%
Etats-Unis	8,7%	2,3%	6,5%	8,4%	2,3%	6,2%
Canada	8,4%	2,0%	6,4%	8,3%	2,0%	6,3%
Suisse	7,7%	1,0%	6,7%	7,5%	1,8%	5,8%
Suède	8,1%	1,9%	6,2%	7,6%	1,8%	5,9%
Autriche	8,2%	2,0%	6,2%	7,5%	1,8%	5,8%
Belgique	7,8%	1,9%	5,9%	7,4%	1,8%	5,7%
Australie	9,8%	2,5%	7,3%	8,9%	2,5%	6,4%
Norvège	7,7%	2,0%	5,8%	7,8%	1,8%	6,1%
Allemagne	7,1%	2,1%	5,0%	7,0%	1,8%	5,3%
Royaume-Uni	8,3%	2,0%	6,4%	8,1%	1,8%	6,4%
Autres	7,9% à 15,7%	1,5% à 4,0%	5,9% à 11,7%	7,4% à 16,6%	1,8% à 3,0%	5,6% à 13,6%

Il en résulte que le Groupe a constaté une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 486,0 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2020, qui a été allouée aux unités génératrices de trésorerie suivantes :

UGT	**Secteur géographique**	**Dépréciation de Goodwill**
Royaume-Uni	Europe	162,4
Etats-Unis	Amérique du Nord	108,2
Canada	Amérique du Nord	75,2
Allemagne	Europe	74,6
Australie	Asie-Pacifique	40,5
Norvège	Europe	17,5
Autres		7,6
	Total	**486,0**

- Analyse de sensibilité

Le tableau suivant présente l'effet sur la charge de dépréciation du *goodwill* par unité génératrice de trésorerie d'une variation de 50 points de base du taux d'EBITA, du taux d'actualisation et du taux de croissance à long terme :

UGT	*Goodwill* et immobilisations incorporelles nettes à durée de vie indéfinie	Taux d'actualisation (+ 50 pts de bps)	Taux de croissance à long terme (-50 pts de bps)	Taux d'EBITA (-50 pts de bps)
France	1 236,2	-	-	-
Etats-Unis	977,4	(114,4)	(86,7)	(150,8)
Canada	437,5	(42,2)	(32,1)	(47,8)
Suisse	321,0	(2,6)	-	-
Suède	194,3	-	-	-
Autriche	102,8	-	-	-
Belgique	79,4	-	-	-
Australie	82,8	(9,3)	(6,8)	(18,3)
Norvège	57,7	(6,9)	(5,5)	(14,0)
Allemagne	75,3	(13,3)	(11,0)	(39,8)
Royaume-Uni	69,5	(14,3)	(10,9)	(33,2)
Autres	442,5	-	-	-
Total	**4 076,4**	**(203,0)**	**(152,9)**	**(304,0)**

12. | CONTRATS DE LOCATION

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des droits d'utilisation des actifs loués et leur variation au cours de la période :

	2020			2019		
(en millions d'euros)	Propriétés	Autres équipements	**Total droit d'utilisation des actifs loués**	Propriétés	Autres équipements	**Total droit d'utilisation des actifs loués**
Au 1er janvier	**827,9**	**70,3**	**898,2**	**767,2**	**66,2**	**833,4**
Augmentations	66,8	13,7	**80,5**	110,9	21,9	**132,8**
Amortissements et dépréciations	(71,9)	(16,7)	**(88,6)**	(71,1)	(17,4)	**(88,6)**
Ecarts de conversion	(8,9)	(0,4)	**(9,3)**	3,4	0,1	**3,5**
Variation de périmètre	0,0	(0,5)	**(0,5)**	-	-	**-**
Au 30 juin	**813,9**	**66,3**	**880,2**	**810,5**	**70,8**	**881,2**

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des obligations locatives et leur variation au cours de l'exercice :

(en millions d'euros)	**2020**	**2019**
Au 1er janvier	**1 010,0**	**944,5**
Augmentations	80,1	130,0
Charge d'intérêts	22,1	22,5
Paiements	(106,1)	(109,9)
Ecarts de conversion	(10,4)	4,1
Variation de périmètre	(0,5)	-
Au 30 juin	**995,2**	**991,3**

Conformément à la décision prise par le Comité d'interprétation des IFRS (IFRS IC) relative à la durée du contrat résiliable ou renouvelable le 16 décembre 2019, le Groupe examine actuellement les contrats de location potentiellement concernés par cette décision et recueille les informations nécessaires pour évaluer l'effet sur la durée des baux et sur le montant des droits d'utilisation des actifs loués et des obligations locatives.

13. | ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

En 2019, le Groupe avait initié :

- un accord de cession des activités non stratégiques de Gexpro Services,
- un processus de désinvestissement de sa participation à 100% dans Suministros Electricos Erka S.L.U., filiale non stratégique située en Espagne.

Au 31 décembre 2019, les actifs cédés ont été classés en actifs destinés à être cédés au bilan. Les actifs nets ont été évalués à la juste valeur diminuée des coûts de cession.

Ces transactions sont devenues effectives au cours du 1er semestre 2020 et un gain de 6,0 millions d'euros a été constaté en autres produits, dont un montant de 4,5 millions pour la vente des activités Gexpro Services et un montant de 1,5 million d'euros pour la vente de Suministros Electricos Erka S.L.U..

14. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2020, l'évaluation des régimes à prestations définies les plus importants a été actualisée. Cela concerne les plans de retraite au Canada, en Suisse et au Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et des écarts entre le rendement réel et prévisionnel des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2020, la perte actuarielle avant impôt constatée dans le résultat global s'élève à 46,3 millions d'euros (comparée à une perte de 49,4 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2019). Cette perte résulte principalement de la baisse des taux d'actualisation au 30 juin 2020 par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2019, telle que présentés dans le tableau ci-dessous :

Taux d'actualisation (en %)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Au 30 juin 2019
Royaume-Uni	1,50	2,00	2,25
Canada	2,80	3,10	2,90
Suisse	0,25	0,25	0,25

15. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2020. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêts, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

15.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2020, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 1 690,3 millions d'euros et s'analyse ainsi :

	Au 30 juin 2020			Au 31 décembre 2019		
(en millions d'euros)	**Courant**	**Non courant**	**Total**	**Courant**	**Non courant**	**Total**
Obligations senior	-	1 415,8	1 415,8	-	1 413,4	1 413,4
Titrisation	242,4	427,5	669,9	620,0	332,9	952,9
Emprunts auprès des établissements de crédit	23,2	0,7	23,9	13,0	0,9	13,9
Billets de trésorerie	84,5	-	84,5	50,0	-	50,0
Concours bancaires et autres emprunts	60,0	-	60,0	65,5	-	65,5
Intérêts courus [1]	3,5	-	3,5	4,6	-	4,6
Moins coûts de transaction	(4,2)	(12,0)	(16,2)	(4,2)	(14,1)	(18,4)
Total dettes financières et intérêts courus	***409,5***	***1 832,0***	***2 241,5***	***748,8***	***1 733,1***	***2 481,8***
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(531,5)			(514,3)
Intérêts courus à recevoir			(1,0)			(2,0)
Dérivés de couverture adossés à la dette financière [2]			(18,7)			(19,6)
Endettement financier net			**1 690,3**			**1 945,9**

(1) Dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 1,6 million d'euros au 30 juin 2020 (1,6 million d'euros au 31 décembre 2019).

(2) Les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière.

15.1.1 | Contrat de Crédit Senior

Le Contrat de Crédit Senior comprend une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant initial de 850 millions d'euros.

Le 25 mars 2020, le Groupe a partiellement tiré un montant de 550 millions d'euros sur sa ligne de crédit syndiqué.

Le 24 juin 2020, la ligne de crédit a été remboursée en intégralité et au 30 juin 2020, cette ligne est disponible à hauteur de 850 millions d'euros.

15.1.2 | Obligations

Au 30 juin 2020, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	Au 30 juin 2020			**Au 31 décembre 2019**		
	Nominal *(en millions d'euros)*	Ajuste-ments de juste valeur [1]	**Total**	**Nominal** *(en millions d'euros)*	Ajuste-ments de juste valeur [1]	**Total**
Obligations portant intérêt à 2,625% et remboursables en 2024	300,0	9,9	**309,9**	300,0	8,0	**308,0**
Obligations portant intérêt à 2,125% et remboursables en 2025	500,0	5,2	**505,2**	500,0	5,0	**505,0**
Obligations portant intérêt à 2,750% et remboursables en 2026	600,0	0,6	**600,6**	600,0	0,4	**600,4**
TOTAL	1 400,0	15,8	**1 415,8**	**1 400,0**	**13,4**	**1 413,4**

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 16).

15.1.3 | Programmes de titrisation des créances commerciales

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30 juin 2020, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programmes	Encours maximum autorisé au 30 juin 2020		Montant des créances cédées au 30 juin 2020		Sommes tirées au 30 juin 2020		Solde dû au 30 juin 2020	Solde dû au 31 décembre 2019	Échéance
	(en millions de devises)						(en millions d'euros)		
Europe - Australie	375,0	EUR	320,8	EUR	242,0	EUR	242,0	376,0	16/12/2020
Europe	219,0	EUR	236,2	EUR	139,6	EUR	139,6	206,2	16/08/2022
Etats-Unis - Dette enregistrée au bilan	290,0	USD	395,1	USD	217,7	USD	194,5	243,8	20/09/2022
Etats-Unis - Financement hors bilan	225,0	USD	171,9	USD	171,9	USD	153,5	199,3	20/09/2022
Canada	185,0	CAD	192,8	CAD	143,3	CAD	93,5	126,7	19/09/2022
TOTAL							**823,2**	**1 152,1**	
dont :	***- Dette enregistrée au bilan :***						***669,9***	***952,9***	
	- Financement hors bilan :						***153,5***	***199,3***	

Ces programmes de cession de créances commerciales portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2020, il s'élevait à 1 174,6 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 823,2 millions d'euros.

15.1.4 | Contrats d'affacturage

En complément de ses programmes de titrisation de créances commerciales, Rexel a recours à des contrats d'affacturage en France et en Belgique, au terme desquels Rexel cède des créances commerciales au factor en contrepartie de trésorerie pour un financement maximum de 95 millions d'euros.

Au titre de ces contrats, le Groupe transfère le risque de crédit, le risque de taux et le risque de retard de paiement au factor mais reste responsable du recouvrement de la créance pour le compte du factor.

Au 30 juin 2020, Rexel a décomptabilisé les créances commerciales cédées au factor pour un montant de 47,0 millions d'euros (68,4 millions d'euros au 31 décembre 2019). Le montant de trésorerie encaissée pour le compte du factor relative aux créances transférées a été comptabilisé en dettes financières pour un montant de 8,9 millions d'euros au 30 juin 2020 (16,7 millions d'euros au 31 décembre 2019).

15.1.5 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 300 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2020, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 84,5 millions d'euros (50,0 millions d'euros au 31 décembre 2019).

15.1.6 | Billets à ordre

Afin de piloter son risque de crédit en Chine, le Groupe escompte sans recours auprès de divers établissements financiers des billets à ordre non échus émis par des banques (*Bank Acceptance Drafts*). Les billets à ordre sont reçus des clients en règlement de créances commerciales. Rexel transfère les risques et avantages lors de l'escompte des billets à ordre.

Au 30 juin 2020, les billets à ordre escomptés non échus ont été décomptabilisés du bilan pour un montant de 20,7 millions d'euros (35,9 millions d'euros au 31 décembre 2019).

15.2 | Variation de l'endettement net

Au 30 juin 2020 et au 30 juin 2019, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

(en millions d'euros)	2020	2019
Au 1er janvier	**1 945,9**	**2 014,7**
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	-	594,4
Remboursement d'emprunts obligataires	-	(666,9)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	39,9	147,8
Variation nette des lignes de crédit	***39,9***	***75,3***
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	(267,0)	(54,9)
Variation nette des dettes financières	**(227,2)**	**20,4**
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(36,5)	105,7
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	4,9	8,4
Amortissement des coûts de transaction	2,1	2,1
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement	-	20,8
Autres variations	1,0	0,5
Au 30 juin	**1 690,3**	**2 172,6**

15.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

(en millions d'euros)	Au 30 juin	Au 31 décembre
Echéances :	**2020**	**2019**
Un an	413,7	753,0
Deux ans	0,4	0,8
Trois ans	427,8	333,0
Quatre ans	309,9	-
Cinq ans	505,2	308,0
Au-delà	600,6	1 105,4
Sous-total dette financière avant coûts de transaction	**2 257,7**	**2 500,2**
Coûts de transaction	(16,2)	(18,4)
Dette financière brute	**2 241,5**	**2 481,8**

Les obligations émises en mars 2017 pour un montant de 300 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2024, celles émises en novembre 2017 d'un montant de 500 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2025 et celles émises en mars 2019 d'un montant de 600 millions d'euros arrivent à échéance en juin 2026.

Le contrat de Crédit Senior arrive à échéance en janvier 2025 suite à l'activation, en janvier 2020, d'une option d'extension d'un an. Il offre une ligne de crédit multidevises renouvelable pour 5 ans d'un montant total maximum de 850 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 137,8 millions d'euros. Cette ligne a été tirée pour un montant de 550 millions d'euros du 25 mars 2020 au 24 juin 2020. Au 30 juin 2020, cette ligne de crédit n'est pas utilisée.

La ligne de crédit de 40 millions de dollars américains (35,7 millions d'euros) avec Wells Fargo Bank International a été renouvelé pour un an et arrive à échéance en juin 2021. Au 30 juin 2020, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2020 et 2022. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette à court terme (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 1 685,9 millions d'euros au 30 juin 2020 (2 021,7 millions d'euros au 31 décembre 2019) et sont exigibles à moins d'un an.

Le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 272,6 millions d'euros au 30 juin 2020 et est en excédent comparé au montant de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

(en millions d'euros)	**Au 30 juin 2020**	**Au 31 décembre 2019**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	531,5	514,3
Concours bancaires	(60,0)	(65,5)
Billets de trésorerie	(84,5)	(50,0)
Contrat de crédit senior non tiré	850,0	850,0
Ligne bilatérale	35,7	35,6
Liquidité	**1 272,6**	**1 284,5**

16. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2020, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

	Au 30 juin 2020		**Au 31 décembre 2019**		
(en millions d'euros)	**Valeur comptable**	***Juste valeur***	**Valeur comptable**	***Juste valeur***	**Hiérarchie IFRS13**
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture	20,8	20,8	20,1	20,1	Niveau 2
Autres instruments dérivés	0,5	0,5	3,1	3,1	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 415,8	1 380,1	1 413,4	1 447,6	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture	18,7	18,7	7,5	7,5	Niveau 2
Autres instruments dérivés	2,2	2,2	2,8	2,8	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

17.| SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement du Groupe entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, l'EBITA et les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres.

18.| LITIGES

Contentieux fiscal - Succursale finlandaise de Hagemeyer Finance BV

En mars 2020, la Cour Suprême Administrative a rejeté l'appel sur la prise en charge des intérêts de l'emprunt destiné à financer l'acquisition de la société Elektroskandia Oÿ.

Cette décision clôt la procédure judiciaire pour les exercices fiscaux 2008-2013 et 2015 sans impact sur le résultat et la situation financière du Groupe, la charge d'impôt ayant été comptabilisée en 2018.

Il n'y a pas eu d'autre évolution des litiges présentés dans les états financiers au 31 décembre 2019 pouvant avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de Rexel pour la période close le 30 juin 2020.

19.| EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'évènements postérieurs au 30 juin 2020 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG Audit
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1er janvier au 30 juin 2020)

Rexel S.A.
13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75838 Paris Cedex 17

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel S.A., relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration le 27 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 27 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 28 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	KPMG Audit *Département de KPMG S.A.*
Amélie Wattel Pierre Clavié	Valérie Besson Jean-Marc Discours

IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 27 juillet 2020

Patrick Bérard
Directeur Général